

10 demandes prioritaires de la Ville de Gatineau

Campagne électorale provinciale 2022

Document préparé par la Mairie
6 septembre 2022



Table des matières

Mot de la mairesse	3
Gatineau, métropole de l'Ouest du Québec	4
10 demandes prioritaires de la Ville de Gatineau	5
Habitation et logement :	5
Diversification des revenus :	6
Aménagement du territoire et infrastructures :	7
Développement social et communautaire :	8
Environnement et la mobilité durable :	9
Développement économique et régional :	10



Mot de la mairesse

À la suite de l'élection municipale du 7 novembre 2021, le nouveau conseil municipal de la Ville de Gatineau adoptait à l'unanimité [un programme](#) qui propose une vision forte et dynamique. Sept grandes orientations ont été définies et reflètent les aspirations des 290 000 Gatinoises et Gatinois.

« Cette ville n'a plus le luxe de perdre du temps ni de l'énergie. Elle mérite des représentants capables de se mettre en mode solution pour déployer leur volonté de livrer ce qui a trop traîné. »

Alors qu'une campagne électorale bat son plein au Québec, le conseil municipal de Gatineau souhaite que le prochain gouvernement se mette en mode collaboration et livraison, et ce, au bénéfice de cette région trop souvent négligée. Pour bien aiguiller les futurs député.e.s qui auront l'honneur de siéger à l'Assemblée nationale au terme du scrutin du 3 octobre, voici les **10 demandes prioritaires pour répondre aux défis de Gatineau**, métropole de l'Ouest du Québec.

Considérant les besoins majeurs en matière d'habitation et la pénurie de logements, Gatineau se joint à l'ensemble des municipalités au Québec pour réclamer du financement supplémentaire et surtout, de la souplesse dans les programmes pour répondre aux réalités régionales. Dans le cas de Gatineau, notre situation frontalière avec Ottawa engendre une pression importante sur notre ville. La structure fiscale actuelle, basée sur l'impôt foncier, est aussi au cœur de nos préoccupations. Avec l'inflation et les responsabilités que le gouvernement nous impose en infrastructure, en environnement et pour l'octroi de terrains scolaires par exemple, le soutien financier adéquat doit suivre. Nos demandes sont divisées en six thèmes : habitation et logement ; diversification de revenus ; développement social et communautaire ; aménagement du territoire et infrastructures ; environnement et mobilité durable ; et développement économique et régional.

Je rappelle que l'Assemblée nationale reconnaissait en octobre 2019 la situation particulière de l'Outaouais, notamment en ce qui a trait à sa situation frontalière avec Ottawa. La motion admettait le retard au niveau du financement public en santé, en éducation et en culture, et la nécessité de soutenir l'Outaouais en tenant compte de ces particularités.

Gatineau, comme l'ensemble des grandes villes, sont les moteurs du développement économique du Québec. Ces gouvernements de proximité ont été également au premier plan dans la réponse à la pandémie par la prestation de services aux citoyens ou la réponse à l'urgence climatique. Ils sont aussi des acteurs clés pour atteindre les objectifs d'une relance verte et inclusive.

Je souhaite que chaque candidate et candidat des partis politiques réalisent la grande occasion de faire progresser la 4e ville en importance au Québec. Leur plan pour le Québec et Gatineau doit être à la hauteur des attentes des électeurs d'ici et permettre de relever les grands défis de l'heure et pour les prochaines générations.

France Bélisle
Mairesse



Gatineau, métropole de l'Ouest du Québec

Il y a 20 ans, les anciennes villes d'Aylmer, Buckingham, Hull et Masson-Angers et de Gatineau fusionnaient pour n'en former qu'une. Depuis, Gatineau est la 4^e ville en importance au Québec avec près de 290 000 habitants. Notre croissance démographique se poursuit et les projections affichent un taux d'augmentation de la population de près de 20 % au cours des 25 prochaines années.

La ville, qui s'étend sur un territoire de 62 km, est limitrophe avec Ottawa, capitale nationale du Canada, une place stratégique unique dans les lieux de pouvoirs municipaux, ainsi qu'auprès des gouvernements provincial et fédéral. Elle est reconnue aujourd'hui pour sa qualité de vie parmi les meilleures au pays¹ ; une des raisons pour laquelle on choisit de venir y vivre et s'y établir. Gatineau est de plus en plus diversifié, regroupant 88 communautés culturelles. Elle est le deuxième pôle d'immigration au Québec après Montréal. À Gatineau, les nouveaux arrivants représentent 12,5 % de la population².

La population de Gatineau est plus scolarisée que la moyenne québécoise³, détient le taux de bilinguisme le plus important au Québec⁴ et est plus jeune qu'ailleurs dans la province. Même si l'ensemble des groupes d'âge est en croissance, les 65 ans et plus présentent la plus forte augmentation. Ces avantages compétitifs sont des atouts de taille pour saisir de grandes occasions.

Parce que oui, il s'agit d'une occasion pour Gatineau de se positionner comme un véritable pôle régional important et métropole de l'Ouest. Le futur Laboratoire d'identité numérique du Canada et notre expertise en cybersécurité et santé numérique à Gatineau nous distinguent, de gros projets en transport structurant d'Est en Ouest sont sur la table, et la réalisation du nouvel hôpital nous mobilise avec enthousiasme!

Il y a une grande source d'innovation à Gatineau et les acteurs de tous les milieux sont très dynamiques, contribuent à la croissance économique et ont un effet social positif sur nos gens, au Québec, à travers le pays et dans le monde. L'opportunité du Québec, c'est à Gatineau, maintenant!

¹ Ottawa-Gatineau est l'agglomération qui offre la meilleure qualité de vie au Canada, Étude de la plateforme de logement locatif Rentola, 2022 ; Étude Les meilleurs et pires endroits pour être une femme au Canada en 2019, Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), 2019 ; Gatineau, meilleure ville vélo au Canada, PeopleForBikes, 2021

² Statistique Canada, Recensement 2016

³ Statistique Canada, Recensement 2016

⁴ Statistique Canada, Recensement 2016

10 demandes prioritaires de la Ville de Gatineau

Habitation et logement :

- 1. Maintenir et actualiser le programme Accèslolis en bonifiant les enveloppes et les incitatifs financiers. Octroyer des unités supplémentaires pour assurer une continuité dans la construction de logements sociaux et communautaires.**
- 2. Actualiser le financement des projets de logements sociaux et communautaires pour refléter l'augmentation sans précédent des coûts de construction et la hausse des taux hypothécaires**

À Gatineau, près de 8 900 ménages consacrent plus de 30 % de leur revenu pour se loger, et plus de 1 000 ménages sont en attente d'une habitation à loyer modique. Alors que les experts estiment que le point d'équilibre pour un marché en santé devrait se situer autour de 3 %, la ville affiche un taux d'inoccupation des logements d'environ 1 %. À cela s'ajoute la proximité avec Ottawa, où le prix pour se loger est plus élevé, ce qui met une pression à la hausse sur les prix des logements. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), le prix moyen pour un logement de deux chambres à Gatineau a augmenté de 6,4 % entre 2020 et 2021, le plus élevé parmi les régions métropolitaines au Québec. C'est dans ce contexte que la mairesse de Gatineau a déclaré 2022 « l'année de l'habitation à Gatineau » afin de répondre à l'état d'urgence en logement sur le territoire.

Malgré l'effet de la pandémie sur l'économie du pays en 2020, Gatineau a connu sa plus forte croissance des ventes de maisons unifamiliales en cinq ans. Les facteurs migratoires changeants ont une incidence particulière sur la dynamique du marché immobilier de la région. Durant la période de 2019 à 2020, le nombre de personnes ayant quitté une autre province du Canada pour s'établir dans la région métropolitaine de Gatineau a augmenté de 19 %, selon la [SCHL](#). L'an dernier seulement, l'achat de maisons unifamiliales par des ménages d'Ottawa a doublé à Gatineau, ces ménages ayant été attirés par un marché plus abordable sur la rive québécoise. Cette demande additionnelle accentue la pression sur les prix qui s'exerce déjà sur le marché de Gatineau, incluant le marché locatif.

La crise du logement affecte aussi les employeurs sur le territoire qui peinent à attirer et retenir des travailleurs faute de logements accessibles, créant un frein à notre développement économique. L'enjeu est le même dans le milieu de l'éducation postsecondaire. Ainsi, Gatineau se joint aux municipalités de partout au Québec pour réclamer du financement supplémentaire et surtout, de la souplesse dans les programmes pour répondre aux réalités régionales. Même après la conclusion de l'entente Canada-Québec en logement et l'initiative pour la création rapide de logements, l'offre de logements n'augmente pas alors que la demande persiste.

La priorité afin de mieux soutenir nos populations vulnérables est la construction de nouveaux logements, incluant les logements sociaux et abordables. Le prochain gouvernement aura l'occasion de faire preuve d'audace et d'améliorer les façons de faire, en collaboration avec les villes.

3. S'engager à signer un nouveau pacte fiscal qui permettra à Gatineau, comme aux autres villes du Québec, de rencontrer leurs obligations financières, incluant les nouvelles responsabilités qui découlent de décisions provinciales

La dépendance des villes québécoises à l'impôt foncier est une problématique largement reconnue. En effet, près de 70 % des revenus des municipalités proviennent des taxes foncières. Le renouvellement du pacte fiscal entre les villes et le gouvernement du Québec en 2024 représente une occasion de conclure un partenariat innovant et durable en repensant les outils fiscaux et financiers municipaux en phase avec les besoins d'aujourd'hui et avec les objectifs de protection environnementale et de réduction des gaz à effet de serre.

Le point de TVQ a été un gain important pour les municipalités dans le cadre de l'Accord de partenariat 2020-2024. Ce changement à la fiscalité municipale a été une première bonne étape, mais il faut reconnaître qu'il reste du travail à faire, notamment en ce qui concerne les dispositions législatives de la diversification des revenus qui sont encore complexes, voire inapplicables à mettre en œuvre efficacement.

Au niveau des compensations tenant lieu de taxes, force est de constater que les institutions publiques du gouvernement ne paient pas leur juste part alors que les villes desservent en service l'ensemble des infrastructures (déneigement des rues, entretien des routes, réseaux d'alimentation en eau et des égouts, etc.) et même davantage, dans l'octroi de terrain d'écoles, par exemple. Cette façon de faire du gouvernement du Québec prive ainsi les villes comme Gatineau de plusieurs millions de dollars par année.

Ainsi, il serait souhaitable que le gouvernement s'engage à signer un nouveau pacte fiscal qui permettrait à Gatineau, comme aux autres villes du Québec, de rencontrer leurs obligations financières, incluant les nouvelles responsabilités qui découlent de décisions provinciales.

4. Démontrer un engagement ferme et soutenu à investir pour rattraper les retards en santé, en éducation postsecondaire et en culture. Appuyer Gatineau dans la mise à jour de ses infrastructures sportives, récréatives et communautaires.

L'Assemblée nationale reconnaissait en octobre 2019 la situation particulière de l'Outaouais, notamment en ce qui a trait à sa situation frontalière avec Ottawa. La motion admettait le retard au niveau du financement public en santé, en éducation et en culture, et la nécessité de soutenir l'Outaouais en tenant compte de ces particularités.

Comme les grandes villes au Québec, Gatineau ne dispose pas non plus des ressources financières suffisantes pour faire face à toutes les pressions sur ses infrastructures. Les changements climatiques viennent exacerber les besoins en ce qui a trait aux infrastructures municipales sur le territoire.

L'écart et les enjeux sont trop grands pour que des mesures ponctuelles permettent de régler ce problème. Les solutions sont connues, les différents partenaires régionaux sont prêts à les mettre en place, mais ils ont besoin d'un appui financier conséquent, prévisible, simplifié et flexible du gouvernement du Québec.

En éducation : l'octroi de terrain scolaire est un enjeu de taille. Avec la loi 40, les municipalités doivent céder aux centres de services scolaires des terrains pour la construction de nouvelles écoles. Ce faisant, elles sont privées d'importantes sources de revenus, alors que la croissance des villes comme Gatineau crée une pression sur l'inventaire de terrains disponibles et sur leur prix. Les villes doivent pouvoir compter sur un cadre législatif mieux adapté et plus souple. Il pourrait laisser un plus large espace à l'innovation et au partenariat en matière d'aménagement durable des milieux de vie pour que les écoles deviennent de véritables ancres du développement d'infrastructures sportives, récréatives et communautaires. En encourageant des investissements conjoints entre une municipalité et le milieu scolaire par exemple, nous optimisons chaque dollar du citoyen.

De plus, il y a une grande opportunité quant à un appui plus soutenu dans des projets structurants et stratégiques, comme la **décontamination de terrains dans le centre-ville** et le financement **d'infrastructures vertes**. La Ville de Gatineau aimerait voir une ouverture pour favoriser ce type de partenariat où le dollar du citoyen pourrait davantage être optimisé.

Gatineau veut et peut faire beaucoup plus de développement et de collaborations de ce type sur son territoire pour que chacune des écoles puisse devenir un pôle structurant dans son quartier.

5. Pérenniser un financement à la hauteur des besoins en santé mentale et en itinérance, en hébergement d'urgence et transitoire, tout en encourageant le soutien à la mission des organismes communautaires

La hausse des cas de **santé mentale** est préoccupante. Elle a été mise en évidence et a été accentuée par la pandémie. Plusieurs facteurs ont aussi contribué à amplifier le problème de l'**itinérance** visible dans la région, dont le manque de logements sociaux, la réalité problématique des maisons de chambres et les catastrophes météorologiques (une tornade et deux inondations) qui ont frappé la ville de Gatineau. Malheureusement, les ménages plus vulnérables ont été touchés de plein fouet par les conséquences de ces événements. En plus des dégâts physiques et psychologiques, plusieurs de ces ménages se sont trouvés dans des situations encore plus précaires.

Le statut de région frontalière avec Ottawa amène une réalité plus comparable aux grands centres, avec le déplacement des personnes itinérantes des deux côtés de la rivière des Outaouais.

Au cours des trois dernières années, le Service de police de la Ville de Gatineau a répondu en moyenne à 3 500 appels par année concernant des cas de santé mentale et ce nombre croît chaque année. La disponibilité d'intervenants sociaux spécialisés dans le domaine est dépendante des budgets très limités pour la région en santé et en services sociaux.

Un soutien aux initiatives de collaboration entre le **service de police** et la communauté permet d'adapter la réponse policière aux problématiques d'aujourd'hui.

À l'instar de Montréal, Gatineau souhaiterait une entente de partenariat avec le gouvernement du Québec en vue de consolider les actions entourant les enjeux et les priorités en matière d'itinérance sur son territoire. Cette entente-cadre pourrait avoir pour objectif la prise en compte, par le gouvernement québécois, des particularités de Gatineau dans l'élaboration des lois, des règlements, des programmes, des politiques ou des directives qui la concernent directement. Ces types de mesures donneraient lieu à des changements tangibles dans le quotidien de nombreuses personnes en situation d'itinérance dans notre région.

6. **Appuyer la Ville de Gatineau dans ses efforts de densification et de protection des milieux naturels, par le biais d'un plan d'action porteur et ambitieux de la nouvelle Politique nationale d'architecture et d'aménagement du territoire (PNAAT)**
7. **S'engager à financer adéquatement et de façon ferme un réseau structurant de transport collectif à Gatineau**
8. **Bonifier l'aide d'urgence à la Société de transport de l'Outaouais (STO) pour assurer une transition post-pandémique**

Depuis le dernier pacte fiscal, l'environnement a changé! Une réflexion collective est nécessaire, car les défis liés aux changements climatiques ne s'arrêtent pas aux frontières de la ville, tant au niveau géographique que budgétaire.

D'ici 2050, Gatineau aspire à la carboneutralité tant pour l'organisation municipale que pour la collectivité. Avec son **plan Climat**, elle s'est donné des objectifs ambitieux de verdissement et de déminéralisation ainsi que d'amélioration de ses actifs et infrastructures publiques. La Ville recourt aussi à plusieurs moyens pour protéger et conserver les milieux naturels sur son territoire. Alors que plus de 43 % de nos émissions de gaz à effet de serre (GES) proviennent des transports, des initiatives en la matière sont cruciales. D'ailleurs, la transition de la Société de transport de l'Outaouais (STO) vers la multimodale et l'électrification de son parc d'autobus se poursuit.

Au niveau de la mobilité durable, l'appui du gouvernement du Québec envers le **projet structurant de transport collectif** dans l'Ouest de Gatineau est essentiel. En plus d'une augmentation de ménages soutenue au cours des dernières années, le secteur Aylmer devrait absorber la plus importante croissance de la ville d'ici 2031, soit une hausse de 32,1 % par rapport à 2016. Ce projet est cependant très complexe en raison du contexte transfrontalier et nous sommes toujours en attente de la confirmation du scénario d'insertion avec Ottawa. Chaque année de retard dans le démarrage du projet entraîne des frais additionnels de 100 M\$. Pendant ce temps, les enjeux persistent et les solutions ne peuvent reposer uniquement sur un projet qui naîtra dans une dizaine d'années. L'ajout d'infrastructure comme le futur centre hospitalier affilié universitaire (CHAU) implique aussi une réflexion sur la mobilité.

Le contexte actuel du télétravail des travailleurs fédéraux a un impact considérable sur notre réseau de transport en commun qui connaît l'une des plus importantes baisses d'achalandage au Québec et la plus lente reprise au Canada. L'absence d'une aide gouvernementale prolongée pourrait représenter pour la STO, un manque à gagner estimé à plus de 20 M\$ pour 2023.

La mobilité des personnes est également un levier important pour stimuler la vitalité économique et désenclaver les régions du Québec. Le **transport interurbain par autobus** rencontre des difficultés dans notre région et l'offre de services est limitée.

Le gouvernement du Québec doit intervenir par le biais d'un plan d'action porteur et ambitieux de la nouvelle Politique nationale d'architecture et d'aménagement du territoire (PNAAT), et un appui financier aux villes pour le développement d'infrastructures vertes et résilientes.

9. **S'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre, la transformation numérique et au rayonnement de nos PME par des stratégies régionales et ciblées**
10. **Réunir les conditions gagnantes pour la consolidation d'une zone d'innovation en cybersécurité**

La rareté de la main-d'œuvre frappe tous les secteurs d'activités au Québec, et Gatineau n'y échappe pas : tourisme, commerce de détail, fonction publique, construction, et bien d'autres. Il devient impératif dans ce contexte démographique de développer des initiatives musclées pour l'attraction de main-d'œuvre qualifiée, de diminuer l'exode de nos étudiants et travailleurs et surtout, d'améliorer nos services afin de permettre au plus grand nombre de Gatinois de contribuer au marché du travail.

La région de Gatineau est le deuxième pôle d'attraction d'immigration dans la province après l'agglomération urbaine de Montréal. Cette force vive cherche à contribuer, mais se bute trop souvent à des **défis d'intégration et à la reconnaissance des acquis et des compétences**. Il est impératif de tirer avantage de toutes nos ressources comme levier d'intégration socioéconomique.

Le créneau de la cybersécurité présente un potentiel de retombées économiques considérables pour la région, alors que le gouvernement fédéral prévoit investir 500 M\$ dans les prochaines années pour sa stratégie nationale de cybersécurité. Plusieurs entreprises privées sont à l'étude pour des investissements majeurs dans Gatineau ou ailleurs au Canada. **La désignation de zone d'innovation** du gouvernement québécois en plus d'un soutien accru à la bonification de la recherche, l'attraction de chercheur en partenariat avec l'Université du Québec en Outaouais (UQO) serait un véritable moteur pour notre développement régional.

Avec Montréal et Québec, Gatineau est l'un des trois grands centres de **porte d'entrée de touristes internationaux** et est la seule ville au Québec qui partage la plus longue frontière avec l'Ontario. C'est à travers ces trois portes qu'environ 60 % des dépenses touristiques sont généralement réalisées au Québec. En ces moments plus difficiles pour nos grands centres, le gouvernement du Québec doit continuer d'agir, en collaboration avec ses partenaires régionaux comme Tourisme Outaouais, pour soutenir leurs actifs stratégiques. Le tourisme d'affaires est un créneau très profitable et véritable moteur économique pour Gatineau. **La construction d'une nouvelle infrastructure moderne pour la tenue d'événements et de congrès** est devenue nécessaire pour la vitalité commerciale du centre-ville.

Alors que le gouvernement du Québec a lancé l'initiative du nouveau réseau de musées à travers la province, les Espaces bleus, la Ville de Gatineau appuie **la mise en place de la création d'un musée régional** pour mieux faire connaître l'histoire, les particularités et les héros de notre région.

Le soutien financier du gouvernement du Québec sera névralgique à notre capacité de déployer des actions ciblées pour s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre, la transformation numérique et au rayonnement de nos PME. Le rattrapage en éducation postsecondaire est intimement lié à ce dossier et à notre développement économique. L'amélioration de notre réseau d'enseignement supérieur en l'Outaouais et notre capacité en recherche et développement en dépendent. Une intervention rapide est requise, sans quoi l'opportunité sera passée.

